

# COMMUNE DE BIOLLET

## REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le présent dossier a pour objet de présenter les orientations de la commune en matière d'assainissement collectif et non collectif.

22-06-2019 – Version 2

# AVANT-PROPOS

## REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

La Commune de Biollet du Puy-de-Dôme, en charge de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif, est responsable de la délimitation des zones relevant de la mise en place de filières autonome et des zones desservies ou destinées à l'être par le réseau d'assainissement collectif.

Un premier rapport de zonage a été approuvé par le conseil communal en 21 juillet 1997.

Il est proposé de réviser le zonage d'assainissement de la Commune de Biollet, en lien avec les modifications d'aménagements du territoire.

Conformément à la réglementation, la mise à jour du zonage d'assainissement passe par une procédure d'enquête publique.

L'étude est réalisée par L'office national des Forêts (Agence Montagnes d'Auvergne – UP Etudes et Travaux) sous le pilotage de la commune de Biollet

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le Conseil Général (organismes financeurs) sont associés au suivi de cette étude.

Cette notice explicative est composée de plusieurs chapitres.

Le chapitre 1 recense les caractéristiques de la commune (état des lieux, démographie, contraintes écologiques ...), liste les modes d'assainissement sur le territoire, et, détaille les orientations en matière de traitement des eaux et leurs conséquences sur le zonage d'assainissement.

Le second chapitre regroupe toutes les annexes, dont, les éléments cartographiques.

Un zonage  
d'assainissement est

une obligation

réglementaire.

Il informe les usagers

des parcelles qui

pourront être

raccordées à

l'assainissement

collectif et les parcelles

qui ne pourront pas être

prises en charge et qui

devront donc s'équiper

d'un assainissement

autonome conforme.

## ABREVIATIONS

---

ANC : Assainissement Non Collectif

SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif

STEP ou STEU : Station d'ÉPuration des eaux usées (STEP) : C'est une installation destinée à épurer les eaux usées domestiques et/ou industrielles et/ou pluviales avant le rejet dans le milieu naturel. Le but du traitement est de séparer l'eau des substances indésirables pour le milieu récepteur. Une station d'épuration est généralement installée à l'extrémité d'un réseau de collecte. Elle peut utiliser plusieurs principes de fonctionnement : physiques ou biologiques. Le plus souvent, le processus est biologique, car il fait intervenir des bactéries capables de dégrader les matières organiques. La taille et le type des dispositifs dépendent du degré de pollution des eaux à traiter, donc souvent dépend du nombre de maisons raccordées. Une station d'épuration est constituée d'une succession de dispositifs, conçus pour extraire en différentes étapes les différents polluants contenus dans les eaux. La pollution retenue dans la station d'épuration est transformée sous forme de boues. La succession des dispositifs est calculée en fonction de la nature des eaux usées recueillies sur le réseau et des types de pollutions à traiter.

EU : Eaux Usées domestiques = eaux vannes (EV) + eaux grises ou ménagères (EM)

FTE : Fosse Toutes Eaux : ouvrage de décantation et de stockage réceptionnant toutes les eaux usées domestiques. D'une capacité minimale de 3 m<sup>3</sup> pour un logement comprenant jusqu'à 5 pièces principales, son volume est augmenté d'au moins 1 m<sup>3</sup> par pièce supplémentaire.

FS : La fosse septique est l'un des éléments constitutifs d'une installation d'assainissement non collectif. Elle reçoit uniquement les eaux-vannes (sanitaires).

EH : Équivalent-Habitant - Unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'une filière de traitement. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour. La directive européenne du 21 mai 1991 définit l'équivalent-habitant comme la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO<sub>5</sub>) de 60 grammes d'oxygène par jour.

→ 1 EH = 60 g de DBO<sub>5</sub>/jour soit 21,6 kg de DBO<sub>5</sub>/an.

NF DTU 64.1 : C'est une norme française homologuée, daté d'août 2013 (elle remplace le XP DTU 64.1 - norme expérimentale) de mars 2007). Intitulée « Dispositifs d'assainissement non collectif (dit autonome) – Pour les maisons d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales », elle expose les recommandations définissant les règles de l'art en matière de réalisation de dispositifs d'ANC « traditionnels » (fosse toutes eaux + traitement par le sol). Les indications de pose pour une filière agréée donnée sont quant à elles, à chercher dans le manuel technique du fabricant correspondant.

# SOMMAIRE

<b>Chapitre 1 - Révision du zonage d'assainissement de la commune de Biollet</b>	<b>3</b>
I. Introduction	4
1. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques	4
2. L'assainissement des eaux	4
3. Délimitation géographique des modes d'assainissement	5
II. État initial de la commune	6
1. Contexte communal	6
a. Situation géographique	6
b. Démographie	7
c. L'habitat	8
d. Activité économique	9
2. Contexte environnemental	9
a. Altimétrie	9
b. Contexte géologique et pédologique	9
c. Eau potable	11
d. Réseau hydrographique	12
e. Les zonages naturels	13
III. Les équipements d'assainissement existants	15
1. L'assainissement non collectif	15
2. L'assainissement collectif	18
a. Station de traitement	18
b. Estimation des entrants de la STEP	19
IV. Choix en matière d'assainissement et conséquences sur le zonage	20
1. Le schéma de zonage approuvé en 1997	20
2. Le bourg	21
a. Capacité de traitement et viabilité de la STEP	21
b. Possible évolution de la collecte	21
c. Projet de travaux sur l'assainissement collectif sur le bourg	21
3. Le cas du Bost	22
4. Le cas des termes	22
5. Les choix d'assainissement sur le reste du territoire	23
V. Zonage retenu	24
1. Zonage collectif du Bourg	24
2. Zonage non collectif	24
<b>Chapitre 2 - Annexes</b>	<b>25</b>
I. Élément cartographique	26
II. Avertissements	25
III. Règlement du SPANC	26
IV. Délibérations du conseil communal	40
<b>Carte 1 : Localisation de la commune de Biollet</b>	<b>6</b>
<b>Carte 2 : Géologie</b>	<b>10</b>
<b>Carte 3 : Localisation des captages et leurs périmètres de protection rapprochés</b>	<b>11</b>
<b>Carte 4 : Hydrographie</b>	<b>12</b>
<b>Carte 5 : Zonages environnementaux proches de la commune de Biollet</b>	<b>14</b>

# **CHAPITRE 1**

## **REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE BIOLLET**

# I. INTRODUCTION

## 1. LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 est une loi française ayant pour fonction de transposer en droit français la directive-cadre européenne sur l'eau d'octobre 2000, afin d'arriver aux objectifs qu'elle a posés, notamment :

- de se donner les outils en vue d'atteindre l'objectif de « bon état » des eaux;
- d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement : accès à l'eau pour tous avec une gestion plus transparente ;
- de moderniser l'organisation de la pêche en eau douce.

Elle a rénové le cadre global défini par les lois sur l'eau du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992 qui avaient bâti les fondements de la politique française de l'eau.

La loi pose comme principe que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation », les principaux enjeux étant la lutte contre les pollutions diffuses et la reconquête de la qualité écologique des cours d'eau.

## 2. L'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Les eaux usées sont celles qui ont été utilisées et souillées par des activités humaines (domestiques, industrielles, agricoles).

L'assainissement a pour fonction de collecter ces eaux usées, puis de les débarrasser ou de minimiser la pollution, avant de les retourner au milieu naturel.

L'assainissement est une démarche ayant deux objectifs :

- **sanitaire** en évacuant tous les déchets d'origine humaine, animale ou industrielle afin de minimiser les risques pour la santé,
- **protection de l'environnement et de la ressource en eau** (pour éviter la contamination dans des conditions dangereuses, du milieu récepteur).

Les eaux usées peuvent être traitées selon deux modes

- Traitement sur place via un système d'assainissement individuel mis en place pour chaque habitation ou pour un petit groupe d'habitation. Ce type de traitement appelé « **assainissement non collectif ou ANC** » relève de la responsabilité des particuliers.
- **L'assainissement collectif** : les eaux usées sont d'abord collectées dans un réseau d'égouts (dit « de collecte ») pour être ensuite acheminées vers une station d'épuration de grosse capacité qui permettra le traitement, puis le rejet des eaux. Celle-ci relève de la responsabilité de la collectivité.



### 3. DÉLIMITATION GÉOGRAPHIQUE DES MODES D'ASSAINISSEMENT

Il est nécessaire et obligatoire de définir, après étude préalable et sur la base de l'étude de 1997, un zonage d'assainissement qui délimitera les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif.

Art. L2224-10 (Modifié par LOI n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240) du code général des collectivités territoriales :

*« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

*3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*

*4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.»*

Ce zonage communal est élaboré notamment en fonction de la nature des sols, de la topographie et des contraintes liées à la typologie de l'habitat. Il doit également répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage qui sont :

- d'assurer des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées,
- d'assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations,
- de respecter le milieu naturel,
- de prendre en compte ce zonage d'assainissement dans les orientations d'urbanisme de la commune de façon à garantir une cohérence entre le développement des constructions et des équipements de traitement des eaux,

Une première étude de zonage d'assainissement avait été réalisée par le cabinet SESAER en 1997. Elle avait établi le zonage collectif uniquement sur le bourg et le Bost (dépendant des éventuels besoins de la communauté Boudhiste). Le village des Termes avait été proposé en assainissement collectif ou individuel en fonction des besoins, des contraintes techniques, des réhabilitations de systèmes autonomes et des contraintes techniques et financières. Suite au schéma directeur d'assainissement proposé en 1997, une station de traitement des eaux collective a été construite sur la parcelle C 73. Elle collecte les eaux du bourg.

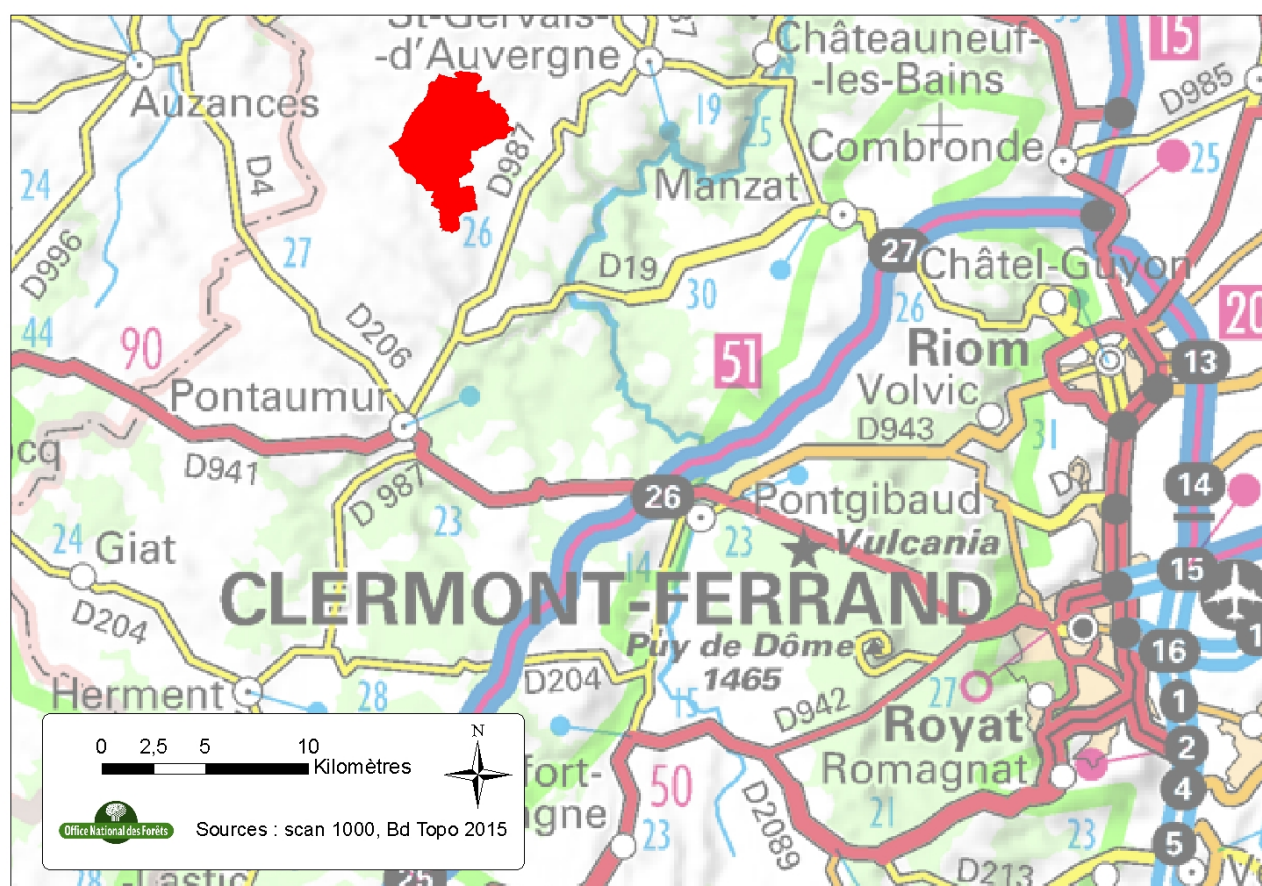
## II. ÉTAT INITIAL DE LA COMMUNE

### 1. CONTEXTE COMMUNAL

#### a. Situation géographique

La commune de Biollet se situe à 54 km au nord de Clermont-ferrand. Au nord-ouest du département du Puy-de-Dôme, dans la région des Combrailles et dans l'arrondissement de Riom. Elle est limitée à l'Est par la commune de Saint-Priest Des Champs, à l'Ouest par la commune de Charensat, et au Nord-Ouest par la commune d'Espinasse. Elle a une superficie de 2346 hectares essentiellement en terrain agricole.

La commune appartient à la communauté de communes du Pays de St-Eloy.



Carte 1 : Localisation de la commune de Biollet

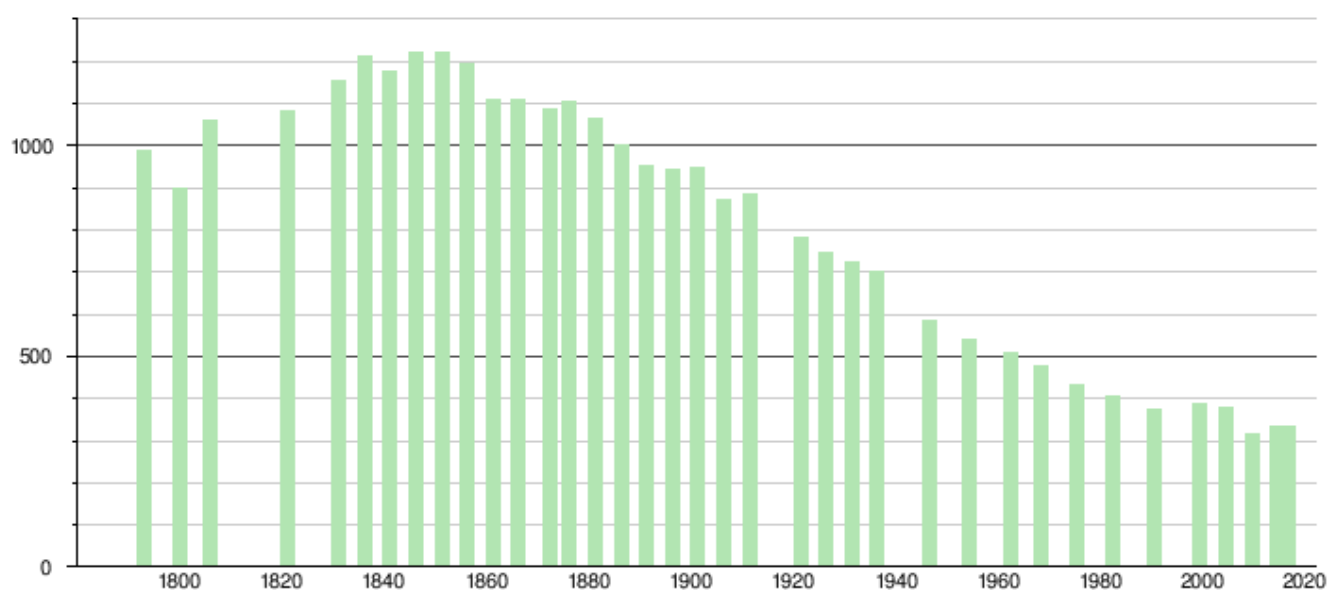


## b. Démographie

La population légale municipale en 2015 est de 333 habitants. Ces données ne prennent pas en considération le secteur du Bost où une communauté bouddhiste s'est établie. L'effectif permanent serait d'une 50aine de personnes. Ce nombre n'est pas inclus dans les 333 habitants de la commune.

En 220 ans, la population de la commune a été divisée par trois. Cette baisse importante de la population est caractéristique des petites communes rurales : première guerre mondiale, exode rural, déprise agricole, vieillissement de la population. Depuis la fin des années 1800, la chute est constante avec le seuil de 400 habitants qui a été franchi dans les années 1990. Le minimum de 317 habitants a été atteint en 2009. La population a tendance à ré-augmenter depuis

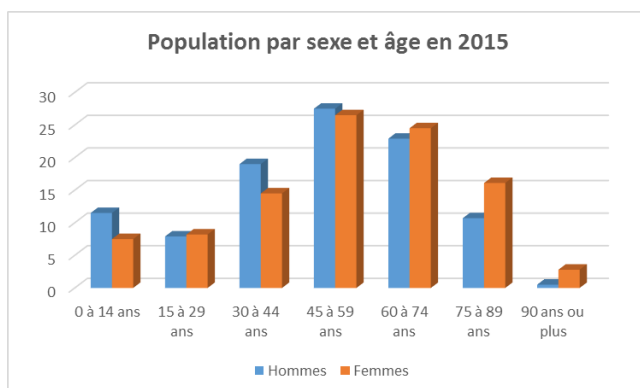
**Histogramme de l'évolution démographique**



Sources : base Cassini de l'EHESS et base Insee.

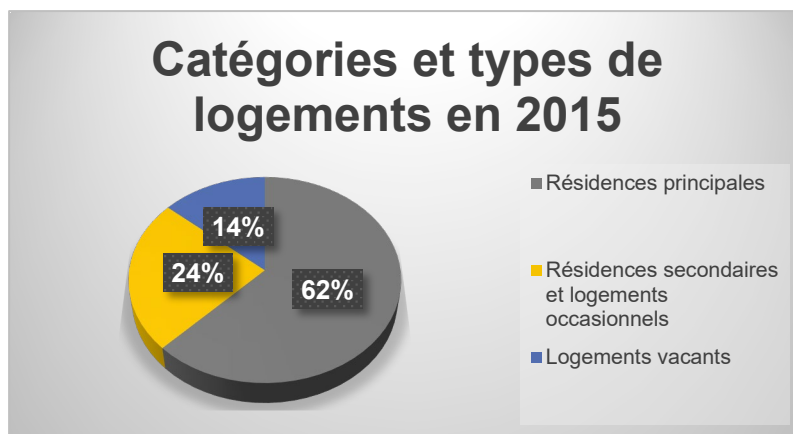
On remarque une part importante des 30- 59 ans sur la commune (46%). La situation géographique de la commune permet d'attirer une population active (bassins d'emploi des Ancizes et de la région Clermontoise).

L'équipe communale souhaite attirer des jeunes ménages pour dynamiser son territoire.



Source : Insee, RP2015 (géographie au 01/01/2017) exploitations principales

Plus de la moitié des habitations sont des résidences principales (155 sur 248). Quatorze pour cent sont des logements vacants.



Source : Insee, RP2015 exploitations principales

#### c. L'habitat

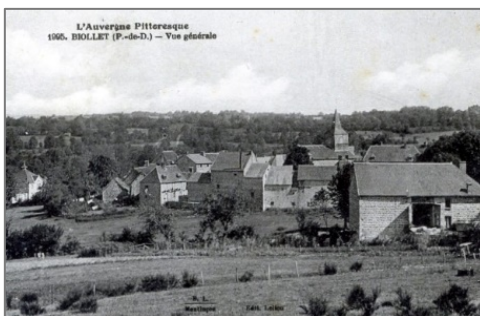
24 % des logements non vacants se concentrent dans le bourg (environ 40 logements ou bâtiments publics). Le reste du bâti est dispersé sur toute la commune.

Comme dans toutes les communes des Combrailles, le bâti est organisé autour d'un Bourg dans lequel sont, ou étaient, regroupés les services, les locaux administratifs et l'église. Autour de ce bourg, une quantité assez importante de hameaux parsème le territoire. Ils correspondent le plus souvent à des exploitations agricoles (actuelles ou anciennes) isolées ou regroupées.

La commune comporte 36 hameaux habités en plus du Bourg : dont les plus importants sont : les termes, le Bost, et les Arses.

Les développements récents de l'urbanisation sont essentiellement observés à proximité du bourg et dans certains hameaux (Martinon, Muraton, les Arses...). Les autres villages ou lieux-dits sont ensuite majoritairement constitués de constructions traditionnelles anciennes. La majorité des hameaux de la commune sont ruraux et d'accès un peu moins facile que le bourg, ils se sont donc peu développés.

Le bourg, 702m d'altitude est le seul village structuré autour d'une centralité clairement identifiée constituée par l'église et la place. Il concentre par ailleurs les seuls services publics présents sur la commune : la mairie, l'école, la poste et la salle des fêtes.



#### d. Activité économique

Il y a plusieurs activités artisanales sur le territoire communal pouvant générer des eaux usées. Les activités sur le bourg sont : coiffeur, un commerce et deux bars. Hors du Bourg, les activités sont une chocolaterie artisanale, des artisans.

On dénombre une vingtaine d'exploitations. L'agriculture est essentiellement tournée vers l'élevage de vaches (allaitantes). Nous avons noté également d'autres types élevages : volailles (3) et production végétale (cultures - céréales, oléagineux...)

## 2. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

#### a. Altimétrie

Elle s'étend sur une superficie de 23.46 km<sup>2</sup> et la topographie est vallonnée dans son ensemble.

Le relief sur l'ensemble de la commune est assez marqué. L'altitude varie de 619 mètres au niveau le plus bas à environ 1 km au sud du hameau de Lamadon (en limite Sud—Ouest de commune) pour atteindre 757 mètres au niveau du hameau de Muraton concernant le point le plus élevé.

Le paysage est celui d'un bocage herbagé vallonné, avec une dominante de prairies naturelles entourées de haies. L'on note d'importantes surfaces boisées surtout au Sud et à l'Ouest.

#### b. Contexte géologique et pédologique

La géologie de la commune est caractérisée par les formations suivantes (extraits de la carte géologique au 1/50 000 de Saint-Gervais d'Auvergne):

- Granites (notés y''' et gy sur la carte géologique) couvrant la quasi-totalité de la commune. Ces terrains sont imperméables en profondeur (roche imperméable), mais peuvent présenter des perméabilités variables dans leur frange d'altération superficielle (arène granitique d'épaisseur métrique),
- Filons de quartz (notés Q sur la carte géologique),
- Dépôts récents et colluvions de fond de vallon (notés Fy-z sur la carte géologique) dans les lits majeurs. Ces formations présentent généralement des perméabilités variables. Souvent à proximité des cours d'eau, elles sont fréquemment le siège de nappes d'eaux souterraines proches de la surface.

La commune est localisée en globalité sur le socle granitique ancien où l'arénisation superficielle ainsi que la fissuration sont omniprésentes sur l'ensemble de sa superficie.

Dix tests d'infiltration sur les sols bruns granitiques à biotite ont été réalisés lors du premier zonage pour déterminer la perméabilité des sols, sur les lieux-dits de la Brousse, les Ysserts, la Chabassière, le Prat, Nouaillat, Charinges, le Breux et le Bourg. Les tests PORCHET montrent que les terrains ont des perméabilités majoritairement défavorables à l'infiltration des eaux (6 tests inférieurs à 40mm/h).

Dix tests de percolation par la méthode PORCHET à niveau constant ont été réalisés. Les résultats sont répertoriés dans le tableau suivant :

TEST	LOCALISATION - PLANCHE	PROFONDEUR (cm)	UNITE DE SOL	RESULTAT en mm/h
1	La Brousse - 1	80	G3b0	110
2	Les Ysserts - 1	80	G3b0	40
3	La Chabassière - 1	80	G3b0	0
4	Le Prat - 2	60	G3b0	>120
5	Nouaillat - 2	60	G5b2	90
6	Charinges - 4	60	G3b0	0
7	Charinges - 4	80	Ga3b4	10
8	Charinges - 4	80	Ga3b3	80
9	Le Breux - 4	80	Ga4b3	5
10	Le bourg - 5	80	G4b3	10



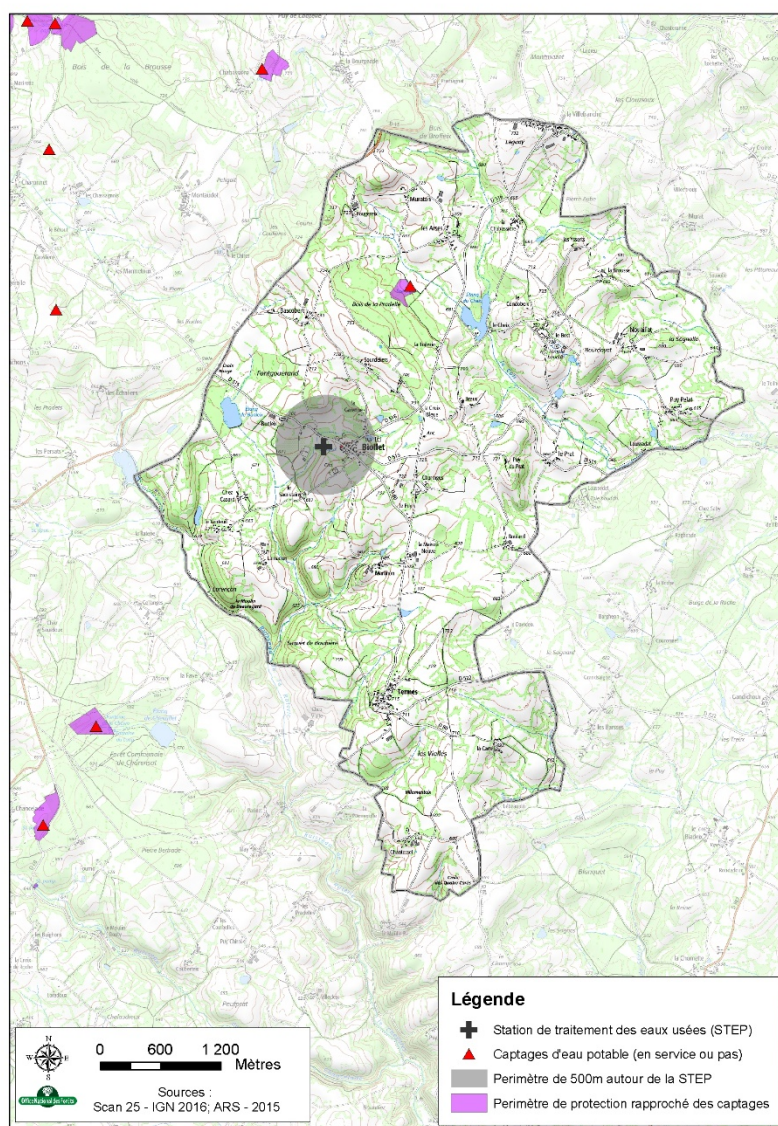


### c. Eau potable

La commune de Biollet possède un captage en service « FONTCHAUDE ». Il est situé à 600m au Sud-Ouest du village des Arses et à environ 1,7 km en ligne droite du Bourg de Biollet. La source se trouve en contrebas du flanc Nord-Est de la colline du Bois de Pradelle. Le périmètre de protection immédiat est clôturé. Les habitations les plus proches sont localisées à environ 700 mètres en aval du captage (hameau de La Tuillerie).

La commune de Biollet dispose d'une seule ressource pour l'alimentation en eau potable. Utilisé pour la distribution d'eau en service.

Aucun des périmètres de protection rapprochés ou immédiats de captages de communes limitrophes n'est situé sur le territoire de la commune de Biollet ou proche de la station collective de traitement des eaux du bourg (>500m).



*Carte 3 : Localisation des captages et leurs périmètres de protection rapprochés ayant une interaction avec la commune de Biollet*

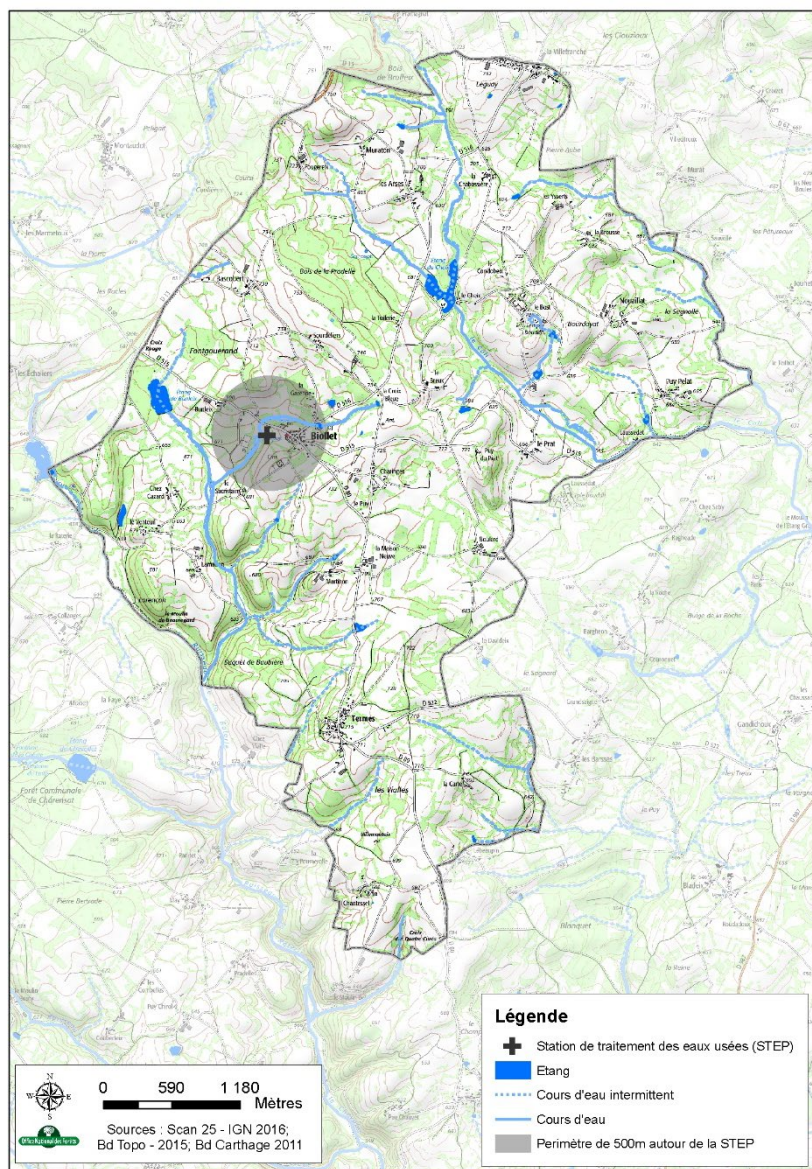
N.B. : Le périmètre de protection rapproché est une zone dans laquelle sont interdits ou réglementées certaines installations et activités, elle contient également le périmètre de protection immédiat situé autour du point de prélèvement et qui doit être clôturé).

#### d. Réseau hydrographique

La commune est située sur le bassin versant de la SIOULE et à cheval sur les sous bassin de la MOYENNE SIOULE et du SIOULET. Il y a un contrat de rivière en cours dans le cadre de la gestion de la Sioule visant à atteindre le bon état écologique des eaux ;

Le chevelu hydrographique est relativement dense, du fait d'une perméabilité restreinte du substrat géologique (granite homogène et colluvions granitiques de fond de vallon). Les talwegs secondaires sont marqués par des fossés ou des ruisseaux de faible débit. Les sources sont localisées à une altitude moyenne comprise entre 660 et 690 m d'altitude.

Les écoulements superficiels sur la commune sont :



- Le Coli et ses affluents intermittents
- Le ruisseau de la Raterie ses affluents intermittents

Trente et un étangs (plus ou moins importants) sont présents sur la commune. Les plus importants sont : l'étang du Cheix, de Bunleix et du Venteuil. Ces ruisseaux rejoignent finalement La Sioule.

Un seul ruisseau est localisé dans les 500m autour de la STEP. Il prend sa source à la Croix Bleue. Aucun étang n'est situé en aval de la STEP dans ce périmètre.

Carte 4 : Hydrographie



### e. Les zonages naturels

Type de zone		Nom
Zonage naturel	Non présent sur la commune	-
Zonages « Eau et milieux aquatiques	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux	SDAGE du Bassin Loire-Bretagne 2016 - 2021
	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ou SAGE	SAGE Sioule

**Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SDAGE** (niveau district hydrographique) est un document qui trace la stratégie pour retrouver un bon état des eaux en tenant compte des facteurs naturels, techniques et économiques. Il est accompagné d'un programme de mesures financières et réglementaires.

**Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux ou SAGE (niveau local)** est document de planification fixant, pour un périmètre hydrographique cohérent, des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Biollet est situé sur le territoire du SDAGE du Bassin Loire-Bretagne et du SAGE Sioule.

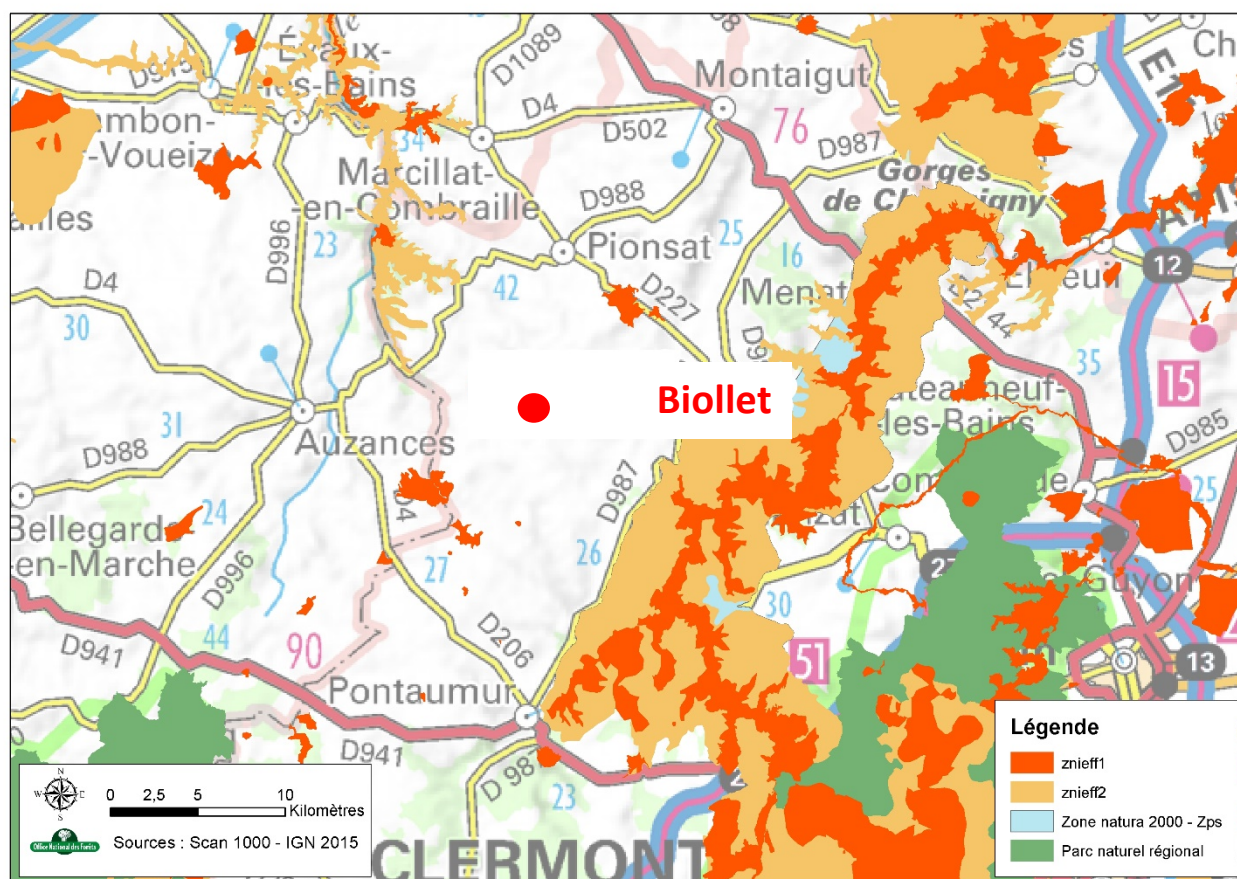
Suite à l'état des lieux et de la rédaction du SAGE Sioule, il en ressort un « Bon » état écologique des masses d'eaux dans lesquelles les ruisseaux de Biollet se jettent. Le niveau de menace sur la masse d'eau est caractérisé en « Moyen ».

Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Etat Ecologique	Niveau de menaces	Niveau de priorité
FRGR0279	LE SIOULET ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA RETENUE DES FADES-BESSERVES	Bon	Moyen	2

### Milieus sensibles et zonages environnementaux

On peut noter que la commune n'est pas concernée par les mesures de gestion ou de protection des milieux naturels ou du paysage. Cependant, la commune reste FRGRs affluents - proche géographiquement de territoires concernés par des mesures de protection : le parc des volcans d'Auvergne est situé à environ 23km.

La zone N2000 des gorges de la Sioule est située à 9km et de nombreuses ZNIEFF de type 1 et 2 sont proches de la commune : entre 3 et 7 km. Les ZNIEFF sont des Zones Naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique. Ce sont des ensembles naturels riches et peu modifiés ou des zones offrant des potentialités biologiques importantes.



Carte 5 : Zonages environnementaux proches de la commune de Biollet

### **III. LES EQUIPEMENTS D'ASSAINISSEMENT EXISTANTS**

Ce paragraphe dresse l'inventaire des dispositifs d'assainissements collectif et individuel présents sur la commune.

#### **1. L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Dans les zones d'habitat dispersé (hameaux, habitations éparses), l'assainissement non collectif est le plus fréquemment rencontré. Ce mode de traitement des eaux usées se justifie, tant sur le plan économique qu'environnemental. La généralisation de l'assainissement collectif en zone rurale n'est, en effet, ni financièrement réaliste, ni techniquement souhaitable.

Pour garantir un niveau d'épuration des effluents compatible avec les valeurs réglementaires, il convient que la filière de traitement retenue soit :

- adaptée à la nature pédologique et aux contraintes parcellaires du terrain,
- complète (via une filière classique : prétraitement optionnel, traitement primaire et secondaire, dispersion de l'effluent traité ; ou via un dispositif agréé),
- conforme au niveau de la réalisation (respect du DTU 64.1 et/ou des préconisations de pose),
- correctement utilisée et entretenue (vérifications, vidanges et/ou entretien régulier).

Les nouveaux dispositifs installés ou réhabilités doivent être conformes à l'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), compétence obligatoire de la commune de Biollet, à un rôle de conseil, de diagnostic et de contrôle des installations (notamment l'entretien). Le diagnostic des installations a été réalisé par un prestataire de service du 13/10/2011 au 03/05/2012 par l'entreprise Henou Hydrogéologue Conseil.

Les conclusions de ce diagnostic initial de l'ANC sur l'ensemble de la commune se répartissent comme suit.

Une opération groupée de réhabilitation soutenues par la mairie a eu lieu en 2017. Elles ont permis la réhabilitation de 13 installations.

A ce jour, le parc d'installations d'ANC se répartit de la manière suivante :

Lieu-dit	Conforme	Acceptable	Non conforme				Total
			Faible	Moyen	Fort	Inoc	
Bascobert	1	1		2	3		7
Boulard	1			1	3		5
Bunleix					1	1	2
Chabassiere	3		1				4
Chantecel			1		2		3
Charinges	1		2	1	3		7
Chez Cazard		1		1	3		5
Condaubeix					1		1
Croix Bleue	1						1
Fougereix			1		1		2
La Brousse	1		1		1	2	5
La Carte	1		1	1			3
La Croix Bleue		1					1
La Garenne			4		1		5
La Tuilerie				1			1
La Villefranche	3						3
Lamadon	1			1			2
L'anglade	1						1

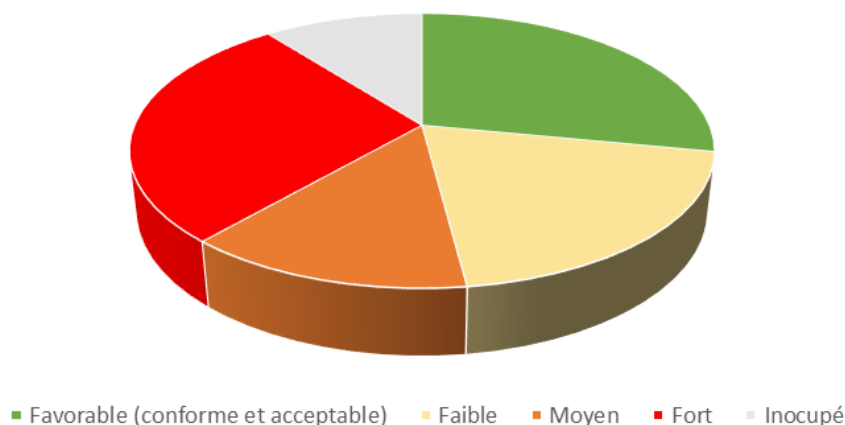
Lieu-dit	Conforme	Acceptable	Non conforme				Total
			Faible	Moyen	Fort	Inoc	
Laussedat	1						1
Le Bost	2		2		1		5
Le Breux	1	2	3	1			7
Le Cheix	1				1		2
Le Prat	2	1	3			1	7
Le Puy					1		1
Le Sacristain			2				2
Les Arses		2	2	2	1	3	10
Les Isserts	1		1	1			3
Lot. Puy	1				2		3
Martinon	2			4	2		8
Muraton	3				1	2	6
Nouailhat	3		2	1	1	1	8
Puy Pelat			3	2	2	2	9
Puy Prat						1	1
Sourdeliers	1	1		3	2	1	8
Termes	4	2	1	1	15	3	26
Venteuil		1	4			1	6
<b>Total général</b>	<b>36</b>	<b>12</b>	<b>34</b>	<b>23</b>	<b>48</b>	<b>18</b>	<b>171</b>

171 habitations ont été contrôlées sur l'ensemble du territoire de la commune. Il en reste 4 sans contrôle à ce jour.

Une appréciation favorable a été diagnostiquée sur 27% des assainissements non collectifs. Cette catégorie regroupe les filières de traitement qui sont strictement conforme, et celles qui nécessitent quelques travaux d'améliorations mineures pour être entièrement conforme (appréciation acceptable - une ventilation mal positionnée ou incomplète par exemple). Néanmoins, 73% des installations ont été classées défavorable.

Cette appréciation « défavorable » regroupe 3 classes selon le degré de risque représenté par la filière (manque de traitement, dangerosité de l'installation, localisation du rejet .... Les filières classées en « risque moyen » et « risque fort » sont assorties d'une obligation de travaux sous 4 ans.

Répartition des appréciations des diagnostics ANC sur la commune



Si l'on analyse la classification des ANC en fonction du type de logement, deux schémas semblent se dessiner :

- 95% des logements vacants sont non conformes
- Les locations, résidences principales et secondaires sont classées selon un modèle proche : casi un tiers de filières conformes pour 2/3 de non conformes.

Type de résidence	Conforme	Acceptable	Non conforme				Total	Conforme/ Acceptable	non conforme
			Faible	Moyen	Fort	Inoc			
GITE	1						1	100%	0%
LOC	2		2	1	2		7	29%	71%
LV	1					18	19	5%	95%
RP	26	9	18	17	36		106	33%	67%
RS	6	3	14	5	10		38	24%	76%
<b>Total général</b>	<b>36</b>	<b>12</b>	<b>34</b>	<b>23</b>	<b>48</b>	<b>18</b>	<b>171</b>	<b>71</b>	<b>189</b>

Les filières les plus fréquemment rencontrées ont été réalisées dans les années 60-70 lors de l'arrivée de l'eau potable dans les maisons. La filière « classique » de l'époque comportait :

- une fosse septique béton de 1m<sup>3</sup> collectant les eaux-vannes.
- parfois un bac dégraisseur qui collectait les eaux ménagères (mais la majorité du temps, les eaux « grises » de cuisine et de salle de bains sont sans aucun traitement).
- les eaux usées sont ensuite souvent rejetées dans un puits perdu : directement sur la parcelle du propriétaire ou sur la voie communale. Il existe parfois un traitement secondaire qui est effectué via des tranchées d'épandage en « pattes d'oies ou en araignée ». La dimension et la fonctionnalité de celles-ci sont souvent très difficilement appréciables, car aucun regard de visite ou de bouclage n'est installé.

Ces filières sont soit incomplètes (manque de traitement primaire et/ou secondaire), soit sous-dimensionnées. Elles souffrent également d'un manque d'entretien puisque la majorité des propriétaires n'ont jamais procédé à la vidange des fosses. Les éléments de la filière sont souvent peu accessibles, car les regards de visite sont soit inexistant, soit enterrés ce qui complique d'autant l'entretien.

Peu de filières d'assainissement autonome sont totalement conformes à la Norme DTU 64.1. Souvent les installations d'ANC conformes sont des réhabilitations récentes ou liées à des constructions de maisons neuves.

Aucun village de la commune n'est assez insalubre pour être considéré comme une zone à enjeux sanitaires prioritaire.

De nombreuses installations d'assainissement autonome nécessitent des travaux de mise aux normes pour la sécurité sanitaire collective que pour la préservation de l'environnement. Des subventions en faveur de la réhabilitation des filières d'ANC sont disponibles. Actuellement, les dossiers peuvent bénéficier jusqu'à 50% de financements de la part de l'Agence de l'eau Loire Bretagne et du Conseil Départemental.

## 2. L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### a. Station de traitement

La commune de Biollet possède une seule station de traitement. Elle traite les eaux usées des habitations du bourg. Elle a été mise en service en janvier 1998. La filière de traitement est de type « filtre à sable ». Elle a été conçue pour traiter une capacité équivalente à 180 habitants (EH) et pour traiter 10.8 kg DBO<sub>5</sub>/jj).

La station est constituée d'un décanteur / digesteur, d'un décoloïdeur, d'une chasse et d'un filtre de pouzzolane.

À la sortie des ouvrages de traitement, les effluents sont dirigés vers rivière. Les dernières visites de fonctionnement indiquent un effluent traité de bonne qualité et un aspect général des ouvrages correct.



Le réseau d'assainissement du bourg de Biollet est principalement de type séparatif. L'ensemble de la filière est géré par la commune, qui gère par ailleurs également le réseau de distribution d'eau potable.

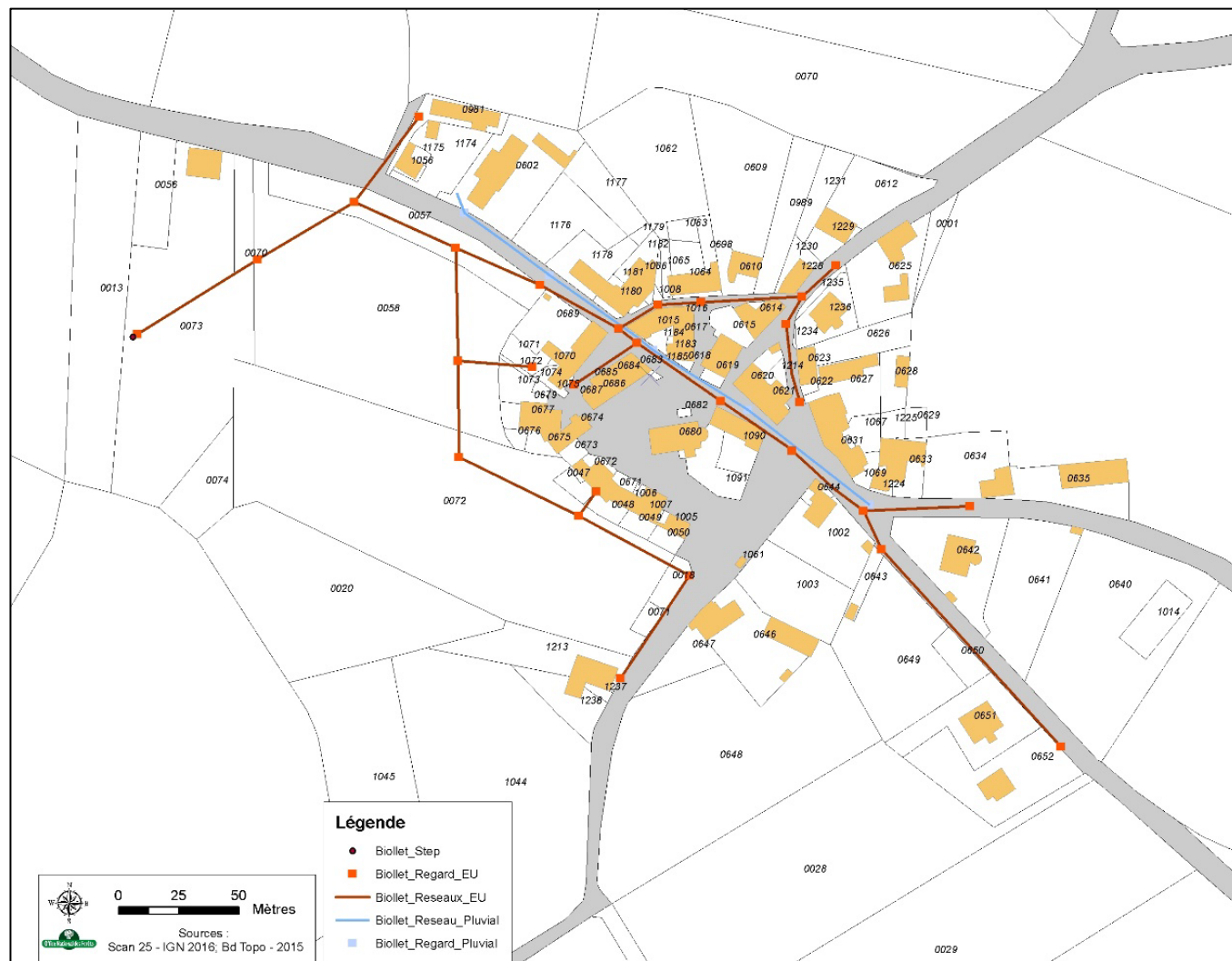
#### Les caractéristiques du réseau du bourg:

- Le réseau actuel concerne 40 abonnés, dont la mairie
- 1035 ml (mètres linéaires) de canalisations et environ 28 regards de visites

La capacité de traitement de la STEP est de 180 Équivalents habitants (EH). Actuellement 40 logement ou autres abonnés sont reliés au tout à l'égout de Biollet.



## b. Estimation des entrants de la STEP



### Nombre d'habitants raccordés actuellement

Population total Insee INSEE 2015	333 habitants
N <sup>br</sup> de maison payant la taxe d'assainissement collectif	40
N <sup>br</sup> de résidences secondaires parmi les abonnés	18
N <sup>br</sup> d'habitants maximum (en comptant les occupants des maisons secondaires (estimatif de la commune)	82
Autres bâtiments hors résidence - estimatif de la commune : école (30 pers * 1/10EH), mairie (3 pers * 1/3 EH), Salle communale (100* 1/20 EH)	9
Après décompte auprès de la mairie, au maximum 91 personnes sont actuellement raccordées à la STEP (en comptant les résidences secondaire) – la capacité nominale de la STEP de 180 EH n'est donc pas atteinte	

### Estimation de charge polluante actuelle

CBPO produite selon le rapport du SATESE = Charge brute de pollution organique (CBPO) (Terme équivalent à la «taille de l'agglomération d'assainissement»)	45 EH
La STEP n'est pas utilisée à sa capacité maximum puisqu'elle peut traiter jusqu'à 10,8 kg DBO <sub>5</sub> /j soit 180 EH	

## IV. CHOIX EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT ET CONSEQUENCES SUR LE ZONAGE

### 1. LE SCHÉMA DE ZONAGE APPROUVE EN 1997

La commune s'est dotée d'un « schéma directeur d'assainissement » en 1997. Il qui intégrait, en plus du zonage, un dimensionnement et une planification et programmation de travaux à moyenne et longue échéance. Ce document, qui englobait le zonage en tant que tel, définissait également la politique d'assainissement de la collectivité en incluant une dimension « prospective ».

Les propositions prenaient en compte les contraintes environnementales, techniques et financières. L'objet de cette étude n'était pas de tirer une conclusion définitive, mais de permettre à la collectivité de faire un choix des zones qui seront assainies en collectif et celles qui le seront en autonome. La Municipalité de Biollet a retenu, pour la réalisation des travaux, l'ordre de priorité suivant

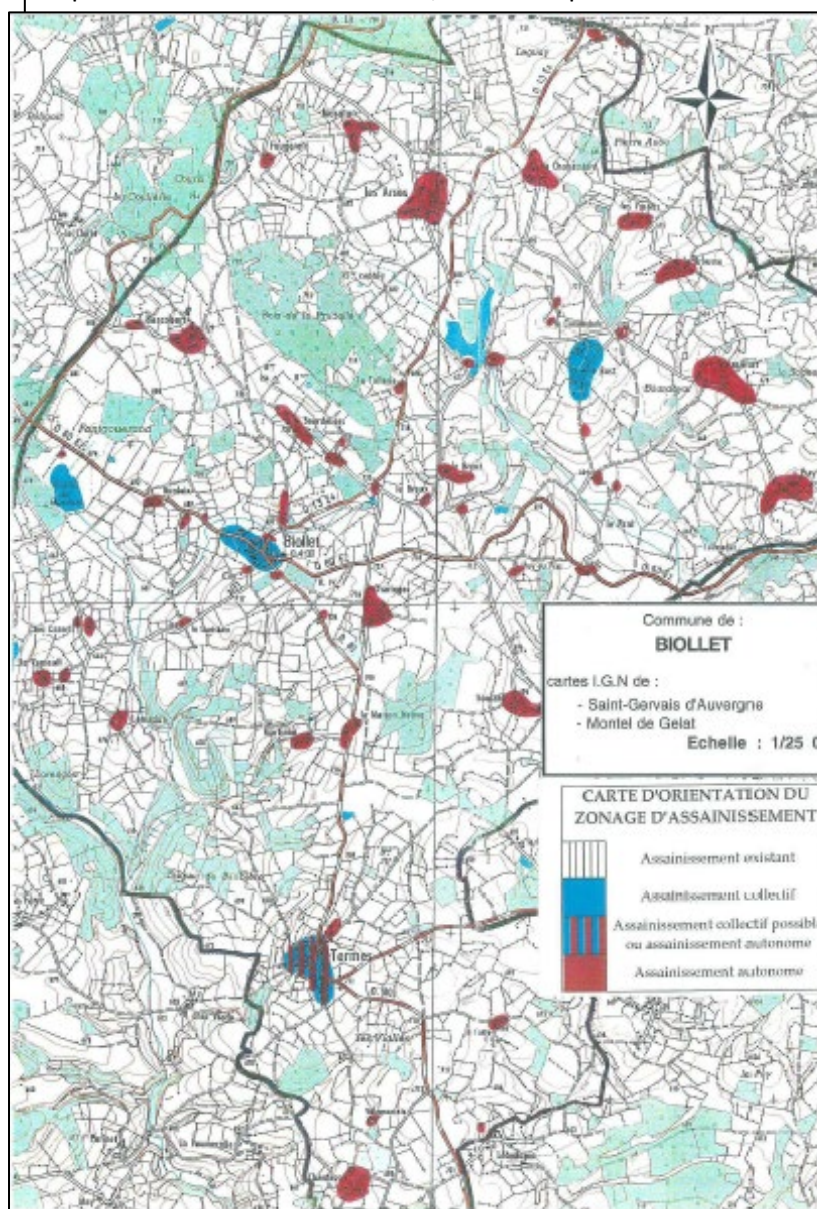
- 1) Le Bourg : assainissement collectif.
- 2) Le Bost: assainissement collectif.
- 3) Termes : assainissement collectif ou réhabilitation de l'assainissement individuel.
- 4) Les habitations non comprises sur ces réseaux seront traitées sur un mode individuel.

#### Extrait du Schéma de 1977

Pour le Bost, il sera nécessaire d'avoir une réflexion avec les responsables du centre afin de mener au mieux, techniquement et financièrement, cette opération.

Les différents secteurs, bleu hachuré rouge (Les Termes), pourront être traités collectivement dans un plus ou moins long terme, mais la réhabilitation de l'assainissement individuel reste la priorité avant toute décision de réalisation de travaux.

Les autres hameaux feront l'objet d'une réhabilitation de l'assainissement individuel.



## 2. LE BOURG

### a. Capacité de traitement et viabilité de la STEP

Chaque année, le SATESE (syndicat d'assistance technique pour l'épuration et le suivi des eaux) effectue des contrôles. Les dernières visites de fonctionnement indiquent un effluent traité de bonne qualité et un aspect général des ouvrages correct.

<i>CBPO produite selon le rapport du SATESE = Charge brute de pollution organique (CBPO) (Terme équivalent à la «taille de l'agglomération d'assainissement»)</i>	45 EH
<b>La STEP n'est pas utilisée à sa capacité maximum puisqu'elle peut traiter jusqu'à 10,8 kg DBO<sub>5</sub>/j soit 180 EH</b>	

Selon les analyses, l'apport d'effluents correspond à la charge apportée par 45 équivalents habitants. La marge actuelle de manœuvre est donc de 135 EH.

### b. Possible évolution de la collecte

Aucun document d'urbanisme n'est en vigueur sur Biollet. C'est donc le Règlement National d'urbanisme qui s'applique (RNU).

Quelques parcelles situées dans le bourg pourraient accueillir des projets d'individuels de construction (<6). Certaines maisons vacantes depuis de nombreuses années ne sont potentiellement pas raccordées (environ 7 habitations concernées).

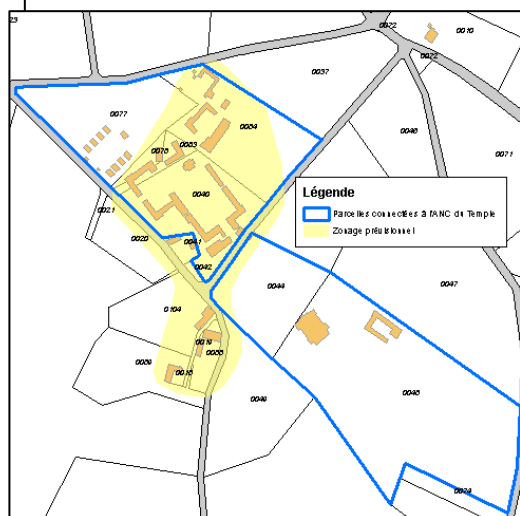
Si l'on considère qu'une habitation individuelle compte 2 à 3 habitants, on estime une potentielle évolution de la charge d'effluents qui concernerait 26 à 39 EH.

### c. Projet de travaux sur l'assainissement collectif sur le bourg

Aucun projet n'est en cours sur la station de traitement.

Le réseau de collecte pourrait éventuellement bénéficier à moyen terme d'une recherche d'eaux parasites.

### 3. LE CAS DU BOST



Le Hameau du Bost est constitué d'un ensemble de maisons. Une grande partie est occupée par la communauté Bouddhiste. Ces bâtiments sont tous reliés à un assainissement non collectif (regroupé) d'une taille de 200 EH. Construit en 2009, il collecte et traite les eaux de l'ensemble du site et est en bon état de fonctionnement. Il n'est pas de compétence communale et relève de l'assainissement non collectif. Quatre autres maisons sont localisées dans le hameau :

- 1 ANC qui sont récents et conformes (dont une à l'extérieur du zonage projeté en 1997)
- trois ANC non conformes – risque faible (c'est-à-dire une installation non-conforme, incomplète, significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs hors zone à enjeux sanitaires ou environnementaux).
- Il n'est pas prévu de constructions neuves sur cette zone

Aux vues :

- du nombre de bâtiments ayant un ANC conforme, récent et en très bon état de fonctionnement,
- des l'investissements réalisés pour la mise en conformité de ces assainissements
- de l'absence d'enjeux sanitaires et environnementaux (au sens de la réglementation)

Pour cette révision de zonage, il n'est pas judicieux de proposer un zonage collectif au Bost. Les coûts engendrés pour la construction intégrale d'un réseau de collecte, la construction, d'une station de traitement et la mise hors service des assainissements non collectifs à l'échelle du hameau sont disproportionnés par rapport au gain éventuel.

### 4. LE CAS DES TERMES

On compte 26 habitations aux Termes dont 3 logements vacants et 17 en résidences principales. Sur l'ensemble du hameau, on compte 6 filières conformes et acceptables et 17 non conformes. Il n'est pas prévu de constructions neuves sur cette zone.

Au vue :

- du nombre de bâtiments ayant un ANC conforme, récent et en bon état de fonctionnement,
- des l'investissements réalisés pour la mise en conformité de ces assainissements
- de l'absence d'enjeux sanitaires et environnementaux (au sens de la réglementation)

Pour cette révision de zonage, il n'est pas judicieux de proposer un zonage collectif au village des Termes. Les coûts engendrés pour la construction intégrale d'un réseau de collecte, la construction, d'une station de traitement et la mise hors service des assainissements non collectifs à l'échelle du hameau sont disproportionnés par rapport au gain éventuel (cf paragraphe suivant). Il était déjà proposé en 1997, de laisser cette zone prioritaire pour la réhabilitation de l'assainissement individuel.

Les caractéristiques techniques d'un potentiel projet collectif sur les Termes :

- Réseau de collecte des eaux usées : pose de conduites ®200 EU PVC sur minimum 1200 ml
- Reprise du réseau de collecte pluvial : pose de conduites minimum 800 ml
- Création de boîtes de branchement
- Création d'une unité de traitement de 100 EH (filtres plantes de roseaux – 26 habitations + 6 potentielles constructions\* 3hab/maison = 96EH)

Le montant total estimatif des travaux s'élève à 500 000 euros HT a dont :

- 300 000 euros pour la partie réseau de collecte et de transfert (env 250€ ml),
- 120 000 euros pour la station d'épuration
- 60 000 euros pour les réseaux d'eaux pluviales

## **5. LES CHOIX D'ASSAINISSEMENT SUR LE RESTE DU TERRITOIRE**

La nature des sols, l'environnement, la dispersion des bâtiments et l'inexistence de réseaux de collecte sont des raisons pour lesquelles il est difficile (d'un point de vue technique et financier) de promouvoir des projets d'assainissement d'envergure sur le territoire.

La commune fait donc le choix de laisser le reste du territoire en assainissement non collectif.



## V. ZONAGE RETENU

Compte tenu :

- du réseau de collecte existant,
- des perspectives d'urbanisme,
- des capacités de traitement de la station d'épuration,
- des aptitudes des sols compatibles avec l'assainissement individuel,
- de l'état du parc d'assainissement non collectif

Un plan du zonage a été retenu par la collectivité de Biollet. Il permet de délimiter la zone qui relèvera de l'assainissement collectif. Le plan du zonage proposé est présenté en annexe 1.

Le zonage d'assainissement collectif **adopté par la collectivité retient donc un unique zonage sur le bourg qui englobe le périmètre immédiat du réseau de collecte rattaché à la station d'épuration. Le reste du territoire communal relève donc de l'assainissement non collectif.**

### 1. ZONAGE COLLECTIF DU BOURG

Sur le bourg, le zonage a légèrement changé (par rapport à celui approuvé en 1997) pour inclure quelques parcelles de plus. Il est maintenant défini à la parcelle.

Aucune extension du réseau n'est projetée et seuls des branchements d'habitations potentiellement non connectées sont prévus au niveau du bourg. La station peut éventuellement accueillir les effluents de constructions neuve. On estime une potentielle évolution de la charge d'effluents qui concernerait 26 à 39 EH. La STEP au maximum pourrait accueillir les effluents de 86 EH (45 EH actuels + 39 potentiels nouveaux EH). Nous sommes loin de sa capacité nominale de 180 EH.

### 2. ZONAGE NON COLLECTIF

**Le reste du territoire communal relève donc de l'assainissement non collectif.**



# CHAPITRE 2

## ANNEXES

Éléments cartographiques

Avertissements

Règlement du SPANC

Délibération du conseil communal

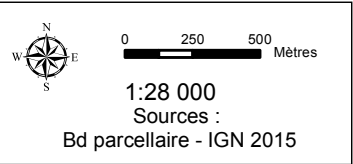
---

## ***I. ÉLÉMENT CARTOGRAPHIQUE***

---

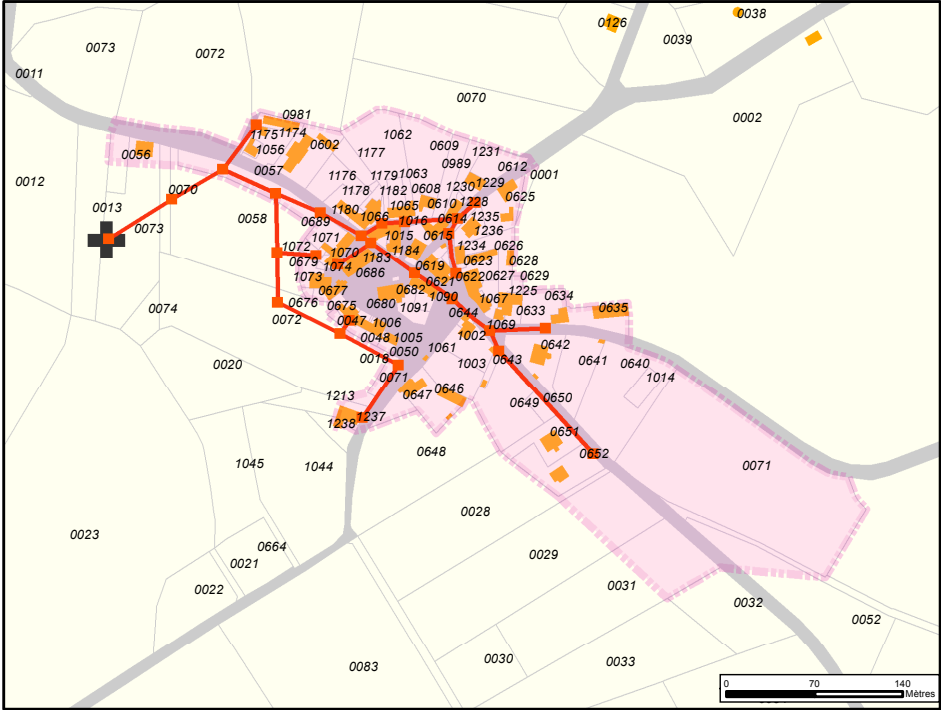
# ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE BIOLLET

Toute habitation située à l'extérieur des zones d'assainissement collectif  
relève de l'assainissement non collectif



**Légende**

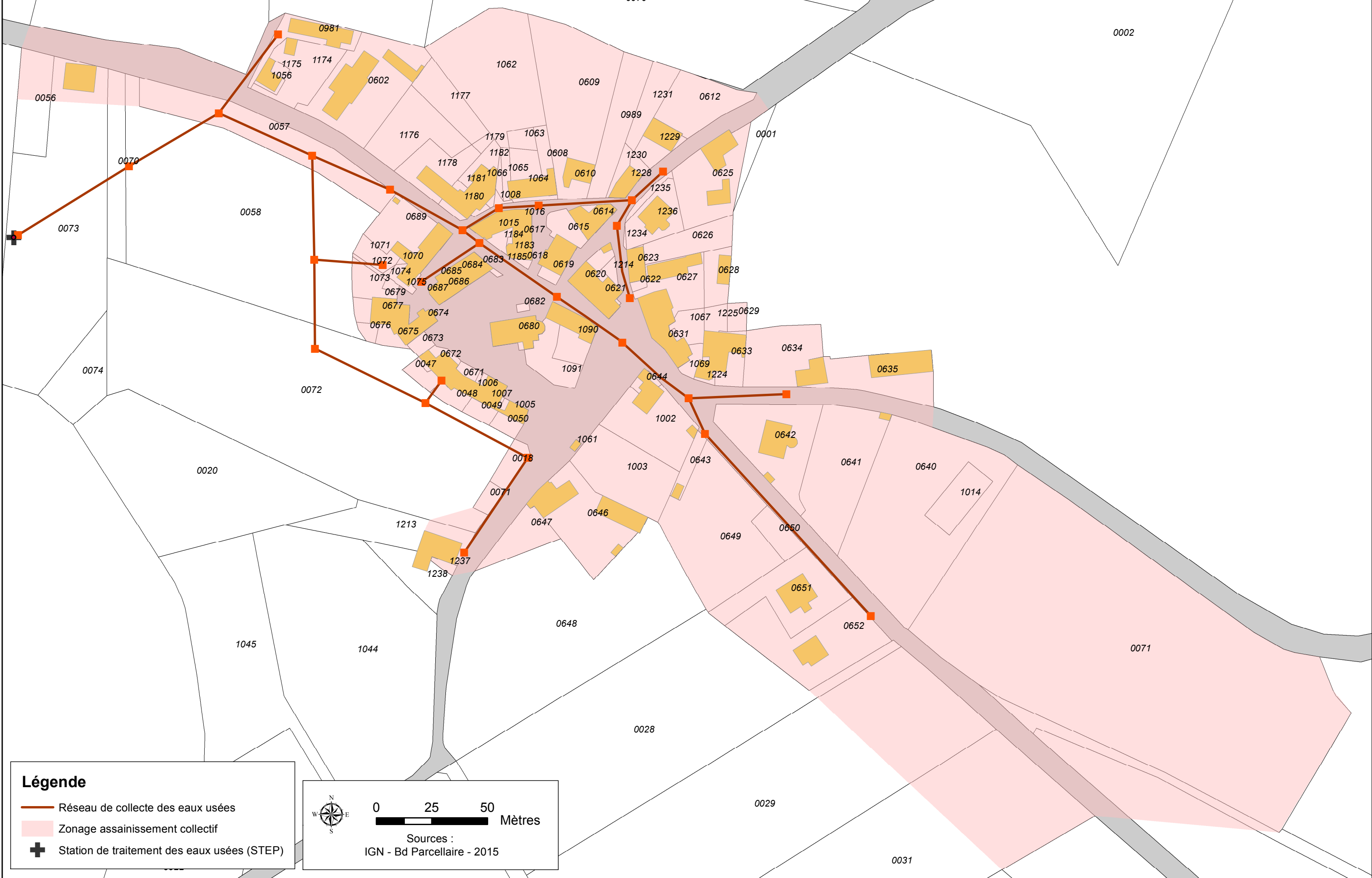
- Zonage d'assainissement collectif
- Station de traitement des eaux usées (STEP)
- Réseau de collecte
- Bâtiment
- Parcelle



## ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE BIOLLET

Toute habitation située à l'extérieur des zones d'assainissement collectif  
relève de l'assainissement non collectif

**ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE BIOLLET**  
Toute habitation située à l'extérieur des zones d'assainissement collectif  
relève de l'assainissement non collectif



## II. AVERTISSEMENTS

Les dispositions résultant de l'application du présent plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation. En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
  - ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement
  - ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
  - ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement des participations prévues aux articles L 1331-2 et L 1331-7 du Code de la Santé).

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de « l'assainissement collectif » et usagers de « l'assainissement non collectif ».

### 1. USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

Dans le cas d'un branchement d'une propriété existante, les usagers devront, à l'arrivée du réseau, faire à leurs frais l'amener de leurs eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire d'un potentiel ANC devenant inutilisé. D'autre part, il sera redevable auprès de la Commune de la redevance assainissement (abonnement et consommation et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement).

### 2. USAGERS RELEVANT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Voir le paragraphe suivant – règlement du SPANC

---

### ***III. REGLEMENT DU SPANC***

---



# RÈGLEMENT SPANC DE BIOLLET

<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
Article 1 : Objet du règlement.....	3
Article 2 : Champ d'application .....	3
Article 3 : Définitions.....	3
Article 4 : Responsabilités et obligations des propriétaires d'immeubles équipés d'une installation d'ANC .....	3
Article 5 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation d'ANC.....	3
Article 6 : Droit d'accès des agents du SPANC aux installations d'assainissement non collectif.....	3
Article 7 : Information des usagers après contrôle des installations.....	4
<b>CHAPITRE 2 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES. ....</b>	<b>4</b>
Article 8 : Objectif de rejet.....	4
Article 9 : Modalités d'établissement d'une installation d'assainissement non collectif .....	4
Article 10 : Conception-réalisation des installations d'assainissement non collectif.....	4
Article 11 : Etude de faisabilité et de définitions de filière.....	4
Article 12 : Ventilation de la fosse.....	4
Article 13 : Modalités particulières d'implantation (servitudes privées et publiques).....	4
Article 14 : Suppressions des anciennes installations, des anciennes fosses, des anciens cabinets d'aisance.....	4
Article 15 : Assainissement non collectif des autres établissements (supérieur à 1.2kg/j DB05).....	4
<b>CHAPITRE 3 : MISSIONS DU SPANC.....</b>	<b>5</b>
Article 16 : Compétences du SPANC.....	5
Article 17 : Contrôle de la conception et de l'implantation des ouvrages.....	5
Article 18 : Contrôle de réalisation des installations.....	5
Article 19 : Diagnostic des installations existantes.....	5
Article 20 : Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages.....	6
Article 21 : Contrôle lors de cession immobilière.....	7
Article 22 : Réhabilitation des installations.....	7
Article 23 : Modification de l'installation.....	7
Article 24 : Responsabilité de l'utilisateur.....	7
Article 25 : Répartition des obligations propriétaire-locataire.....	7
<b>CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES.....</b>	<b>7</b>
Article 26 : Redevances d'assainissement non collectif.....	7
Article 27 : Montant des redevances.....	7
Article 28 : Recouvrement de la redevance.....	8
Article 29 : Majoration de la redevance pour retard de paiement.....	8
<b>CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS D'APPLICATION .....</b>	<b>8</b>
Article 30 : Pénalités financières.....	8
Article 31 : Mesures de police administrative.....	8
Article 32 : Constats d'infractions pénales.....	8
Article 33 : Sanctions pénales (Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau).....	8
Article 34 : Sanctions pénales par arrêté municipal ou préfectoral.....	8
Article 35 : Voies de recours des usagers.....	8
Article 36 : Publicité du règlement.....	8
Article 37 : Modification du règlement.....	8
Article 38 : Date d'entrée en vigueur du règlement.....	8
Article 39 : Clauses d'exécution.....	8

# CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## Article 1 : Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de déterminer les relations entre usagers du service public d'assainissement non collectif (SPANC) et ce dernier, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment, la conception des installations d'assainissement non collectif, leur fonctionnement, leur réalisation ou leur réhabilitation, leur entretien, leur contrôle, les conditions d'accès, les conditions de paiement de la redevance, enfin les dispositions d'application de ce règlement.

## Article 2 : Champ d'application

Le présent règlement s'applique à tous les immeubles non raccordés à un réseau d'assainissement collectif public sur le territoire de la commune de **Biollet** désignée par le terme générique de la « collectivité » dans les articles suivants. Les prescriptions du présent règlement s'appliquent sans préjudices du respect de l'ensemble de la réglementation en vigueur pouvant concerner les dispositifs d'assainissement non collectif.

## Article 3 : Définitions

**Assainissement non collectif** : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement. Le système pourra le cas échéant recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

**Eaux usées domestiques** : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (salle de bain, cuisine, buanderie, lavabos etc.) et les eaux vannes (WC).

**Séparation des eaux** : un système d'assainissement non collectif doit traiter toutes les eaux usées domestiques telles que définies ci-dessus et exclusivement celles-ci. Pour en permettre le bon fonctionnement, les eaux pluviales ne doivent, en aucun cas, y être admises.

**Usagers du service public de l'assainissement non collectif** : l'utilisateur du SPANC est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'utilisateur de ce service est l'occupant de cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

**Abonné du service public de l'assainissement non collectif** : L'abonné du SPANC est le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif.

## Article 4 : Responsabilités et obligations des propriétaires d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif.

En cas de construction d'un réseau public de collecte des eaux usées, les immeubles qui y ont accès doivent y être raccordés dans un délai de deux ans à compter de la date de l'arrêté de mise en service de l'égout (conformément à l'article L133-1 du Code de la Santé Publique). Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une

installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Le propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative les quantités d'eaux usées domestiques collectives et traitées par une installation existante. La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif définies par arrêté ministériel du 7 septembre 2009, le Document Technique Unifié 64.1 complété le cas échéant par la réglementation locale (cf article 9), et destinées à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

## Article 5 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif.

**Le Maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages**

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit de verser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou le bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- Les eaux pluviales,
- Les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s) ou du nettoyage des filtres,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les effluents d'origine agricole
- Les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche
- Les huiles végétales,
- Les hydrocarbures,
- Les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- Les peintures ou solvants,
- Les métaux lourds,
- Les matières inflammables, ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur :

- De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation et de stockage de charges lourdes,

- D'éloigner toute plantation des dispositifs d'assainissement,
  - De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs,
  - De conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards,
  - D'assurer régulièrement les opérations d'entretien.
- L'entretien des ouvrages.**

L'utilisateur d'un dispositif d'assainissement non collectif, occupant des lieux, est tenu d'entretenir ce dispositif. Les installations et les ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de prétraitement sont effectuées selon les fréquences déterminées par le SPANC au cas par cas, sur la base des prescriptions de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

Le non respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre 5.

## **Article 6 : Droit d'accès des agents du SPANC aux installations d'assainissement non collectif**

Pour mener à bien leur mission, les représentants du service d'assainissement non collectif sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié aux propriétaires des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai d'au moins 7 jours ouvrés avant la date de visite. Toutefois, l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 30 jours.

Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins un jour entier (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous, pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention des agents du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégageant tous les regards de visite des ouvrages.

Les agents du SPANC n'ont pas la possibilité de pénétrer de force dans une propriété privée.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressée par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées à l'article 30. Si le contrôle ne peut être effectué, un rapport relevant l'impossibilité d'effectuer le contrôle sera remis au maire de la commune, qui, au titre de ses pouvoirs généraux de police, constatera ou fera constater l'infraction.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par le maire au titre de son pouvoir de police, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 30 du présent règlement.

## **Article 7 : Information des usagers après contrôle des installations.**

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée à l'occupant des lieux, ou le cas échéant le propriétaire de l'immeuble. L'avis rendu par le service à la suite du contrôle est porté sur le rapport de visite.

# **CHAPITRE 2 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES.**

## **Article 8 : Objectif de rejet.**

L'objectif est la lutte contre toute pollution afin de préserver la santé publique, la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Les eaux domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement complet permettant de satisfaire à la réglementation en vigueur. Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel (fossé, réseau d'eau pluvial, rivière) ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel et sous réserve des dispositions énumérées à l'arrêté du 7 septembre 2009 et sous autorisation du propriétaire du milieu récepteur.

Sont interdits les rejets d'effluents, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

Les puits d'infiltration devront faire l'objet d'une autorisation du SPANC et une étude de filière devra en démontrer la nécessité conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009.

## **Article 9 : Modalités d'établissement d'une installation d'assainissement non collectif**

La réalisation d'un système d'assainissement non collectif est subordonnée au respect des prescriptions techniques nationales applicables à ces installations (cf. chapitre 3).

Ces prescriptions concernent les conditions d'implantation, de conception, de réalisation et de mise en œuvre de ces installations, leurs consistances et leurs caractéristiques techniques.

## **Article 10 : Conception-réalisation des installations d'assainissement non collectif.**

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés.

A cet effet, le propriétaire devra faire appel à un concepteur ou à un bureau d'études afin de réaliser une étude de filière. Cette étude est obligatoire (cf article 11).

A sa mise en œuvre, un système d'assainissement non collectif doit permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et doit comporter :

- les canalisations des collectes des eaux vannes et des eaux ménagères,
- le dispositif de pré traitement (fosse toutes eaux...),
- les ouvrages de transfert : canalisations, poste de relevage (le cas échéant),
- les ventilations de l'installation,
- le dispositif de traitement adapté au terrain assurant :
  - \* soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol en place,
  - \* soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel et autre dispositif d'évacuation.

Les dispositifs d'épandage seront édifiés à une distance au moins égale à :

- 35 mètres des captages d'eau destinés à la consommation humaine,
- 5 mètres de l'habitation
- 3 mètres des limites de propriétés
- 3 mètres de tout arbre.

En cas de difficultés lors de la réhabilitation, des mesures dérogatoires pourront être étudiées et accordées.

## **Article 11 : Etude de faisabilité et de définitions de filière.**

Une étude pédologique et hydrogéologique sera conduite à l'échelle de la parcelle pour permettre le choix de la filière de traitement la plus appropriée.

Cette étude assure le bon choix et le bon dimensionnement du dispositif et elle n'engage en aucun cas la responsabilité de la collectivité en cas de dysfonctionnement. Elle devra être réalisée préalablement à tous travaux d'un dispositif d'épuration d'assainissement non collectif (neuf ou réhabilitation).

## **Article 12 : Ventilation de la fosse.**

L'installation de la ventilation de la fosse doit être conforme au DTU 64.1.

## **Article 13 : Modalités particulières d'implantation (servitudes privées et publiques).**

Dans le cas d'une habitation ancienne ne disposant pas de terrain suffisant à l'établissement d'un assainissement autonome, celui-ci pourra faire l'objet d'un accord privé entre voisins pour le passage d'une canalisation ou toute autre installation, dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les règles de salubrité soient respectées et que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

L'installation de toutes autres filières sera subordonnée à une demande de dérogation auprès du SPANC.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public est subordonné à l'accord du Maire ou du Président du Conseil Départemental.

## **Article 14 : Suppressions des anciennes installations, des anciennes fosses, des anciens cabinets d'aisance.**

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques, mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont, soit comblés, soit désinfectés, s'ils sont destinés à une autre utilisation.

En cas de défaillance, le maire pourra se substituer au propriétaire, agissant à ses frais et risques, conformément à l'article L.1331-6 du Code de la Santé Publique.

## **Article 15 : Assainissement non collectif des autres établissements (supérieur à 1.2kg/j DB05).**

Les autres établissements (industriels, agricoles, restaurants, gîtes, camping,...) situés en zone d'assainissement non collectif sont tenu de dépolluer leurs eaux de procédé et autres, selon les lois et règlements en vigueur, sous contrôle du SPANC, des services de Police des eaux, de l'industrie et de l'environnement et des services vétérinaires.

## CHAPITRE 3 : MISSIONS DU SPANC

### Article 16 : Compétences du SPANC.

Dans le cadre de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009, fixant les modalités du contrôle technique exercé par les collectivités sur les systèmes d'assainissement non collectif, et dès l'entrée en vigueur du présent règlement, le SPANC assure le contrôle obligatoire des installations d'assainissement non collectif sur l'ensemble du territoire défini à l'article 2.

Afin d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité des installations, le SPANC fournit à l'utilisateur, les informations réglementaires et les conseils techniques nécessaires à la bonne réalisation et au bon fonctionnement de son système d'assainissement non collectif.

Des contrôles techniques occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage.

Lors de vente de biens immobiliers, les notaires doivent contacter le SPANC pour obtenir un diagnostic dont le coût est à la charge du vendeur.

Le SPANC est un service de contrôle et n'est en aucun cas concepteur du projet, maître d'œuvre de l'installation lors de sa réalisation. Sa responsabilité ne peut être engagée en cas de défaillance ultérieure de l'installation.

Sur le territoire de la commune, le SPANC est le seul organisme de contrôle habilité à réaliser les contrôles de conception, de bonne exécution, de diagnostics et de bon fonctionnement.

L'utilisateur assure seul la responsabilité du bon fonctionnement de son installation devant ses obligations légales.

Dans le cadre de l'activité du SPANC, les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique pour la gestion du Service Public d'Assainissement non collectif. Le recueil des informations correspondantes, entrepris par le prestataire chargé des différents contrôles, s'inscrit spécifiquement dans le cadre de la mission qui lui a été confiée au titre de l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, l'utilisateur bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent. Pour exercer ce droit, l'utilisateur adressera une simple demande écrite au SPANC.

### Article 17 : Contrôle de la conception et de l'implantation des ouvrages.

Lorsqu'un pétitionnaire envisage des travaux d'assainissement non collectif, que ce soit dans le cadre d'une demande d'urbanisme ou de réhabilitation, il doit remettre en mairie ou au SPANC, un dossier d'assainissement non collectif qu'il aura préalablement retiré en mairie, comprenant :

. un formulaire à remplir, destiné à préciser l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser.

. une étude de définition de filière comprenant l'argumentation du choix de la filière, un plan de situation de la parcelle, un plan de masse du projet et un plan en coupe de la filière.

. les autorisations complémentaires éventuelles (autorisation de rejet...). Ce dossier qui est rempli par le pétitionnaire et renseigné à partir des documents disponibles en mairie (POS, PLU, zonage d'assainissement...) et à l'aide d'études de faisabilité et de filière, doit être déposé en 3 exemplaires auprès de la mairie du lieu de construction qui transmettra les éléments au SPANC. Le délai d'instruction est d'un mois en cas de dossier complet.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire ou à son mandataire des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

#### Conception en absence d'autorisation d'urbanisme.

Le propriétaire d'un immeuble qui projette d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante, doit informer le SPANC de son projet. Un dossier d'assainissement non collectif comportant les mêmes pièces que mentionnées ci-dessus lui est remis. Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir), est communiqué directement au SPANC ou par l'intermédiaire de la commune. Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Si l'avis est défavorable le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci. Si l'avis est favorable avec réserves le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces réserves dans la conception de son installation.

#### Dans le cadre d'une demande d'autorisation d'urbanisme.

Dans le cas de changement de manière durable et significative du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, le pétitionnaire est obligé de déposer avec sa demande d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux...), un dossier d'assainissement non collectif au titre du contrôle de conception. Dans ce cadre le SPANC formule un avis sur l'autorisation d'urbanisme. Si l'avis est favorable, une attestation de conformité, obligatoire pour l'obtention du permis de construire, est remise au propriétaire. Si l'avis est défavorable, l'autorisation d'urbanisme est réputée négative, le propriétaire peut présenter un nouveau projet et obtenir un avis favorable du SPANC sur celui-ci avant la fin de la période d'instruction de l'autorisation d'urbanisme.

La transmission du rapport d'examen rend exigible le montant de la redevance de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28.



## Article 18 : Contrôle de réalisation des installations.

Le propriétaire immobilier est responsable de la réalisation des travaux de son installation d'assainissement non collectif. Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, à la suite du contrôle de conception (cf article 17) et de leur implantation, en cas d'avis favorable avec réserves, après modification du projet pour tenir compte de celle-ci.

Le pétitionnaire prend contact avec le SPANC, dans les meilleurs délais et avec un préavis minimum de 3 jours avant le début des travaux de réalisation du système d'assainissement non collectif, afin de communiquer le nom et les coordonnées de l'entrepreneur qui les réalisera.

Le SPANC convient alors avec cet entrepreneur des conditions d'organisation du contrôle qui se déroulera tout au long des phases de travaux. La visite de contrôle de réalisation s'effectue obligatoirement avant le remblaiement des ouvrages. Cette visite permet de vérifier notamment le respect du dimensionnement des ouvrages, des zones d'implantation et de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art conformément à la réglementation en vigueur. Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de réalisation n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service. Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC.

Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement, de traitement et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux. Afin d'assurer un contrôle efficace, le SPANC pourra demander le dégagement des dispositifs qui auront été recouverts. A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorables avec réserves ou défavorables.

Si cet avis est favorable, un certificat de conformité sera remis au propriétaire. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable et envoie une copie du rapport au Maire.

Quelle que soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance de vérification de l'exécution des travaux mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28.

En cas d'aménagements ou modifications inscrits par le SPANC dans le rapport de visite, le SPANC réalise une contre-visite à la charge du propriétaire pour vérifier la bonne exécution de ces travaux. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire de l'achèvement des travaux selon les modalités prévues à l'article 18.

La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

## Article 19 : Diagnostic des installations existantes.

Le diagnostic a pour objet de réaliser un état des lieux du système d'assainissement non collectif existant. Il est le premier contrôle effectué sur une installation, permettant de repérer les défauts de conception et l'usure ou la détérioration des ouvrages, d'apprécier les nuisances éventuelles engendrées par des dysfonctionnements et d'évaluer si le système doit faire l'objet de travaux de réhabilitation. Il doit surtout permettre de vérifier que le système n'est pas à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution du milieu naturel ou d'autres nuisances.

## Article 20 : Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages.

Le contrôle périodique de bon fonctionnement et de l'entretien permet de juger, sur la durée, l'efficacité du système d'assainissement non collectif d'après l'arrêté du 7 septembre 2009 et les obligations citées à l'article 6 comme l'accessibilité aux ouvrages d'assainissement.

Le contrôle des installations existantes est effectué périodiquement lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 6. Le SPANC précise dans l'avis préalable de visite les documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif que le propriétaire ou son représentant doit communiquer lors de la visite, s'ils sont en sa possession.

Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre du contrôle de bon fonctionnement sont celles définies par la réglementation. Si le propriétaire ou son représentant en formule la demande au cours du contrôle, le SPANC lui communique le texte réglementaire applicable.

Le contrôle porte au minimum sur les points suivants :

- Enquête auprès de l'utilisateur (implantation, description et dysfonctionnements du système d'assainissement non collectif),
- Vérification du bon état des dispositifs, de leur ventilation et de leur accessibilité,
- Vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- Vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur du prétraitement (fosse toutes eaux, fosse septique...)
- Vérification de la réalisation périodique des vidanges des ouvrages de pré-traitement qui le nécessitent (fosse, bac à graisses, préfiltre...) : les documents dûment complétés par l'organisme qui a réalisé la vidange, devront être remis au service d'assainissement non collectif.
- Une analyse de l'effluent traité à la charge du propriétaire, si le SPANC l'estime nécessaire dans le cas des systèmes comportant un rejet.

L'occupant de l'immeuble est tenu d'entretenir ce dispositif dans les conditions prévues à l'article 6. Il peut réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisir librement l'entreprise ou l'organisme agréé par les services de l'état. Quel que soit l'auteur de ces opérations, l'occupant est responsable de l'élimination des matières de vidanges, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidanges et celles du règlement sanitaire départemental qui réglemente ou interdit le déchargement de ces matières. L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou tout autre dispositif de prétraitement à vidanger, est tenu de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire le document prévu à l'article 7 de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

L'usager doit tenir à la disposition du SPANC, une copie de ce document. A l'issue d'un contrôle, le SPANC invite, le cas échéant, l'occupant des lieux, à réaliser les opérations d'entretien nécessaires. Si le contrôle a donné lieu à une visite sur place, le rapport de visite ainsi que cette demande du service lui sont notifiées simultanément dans un même document.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien.

A l'issue du contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la conformité réglementaire de l'installation. Ce même rapport contient le cas échéant, la liste des travaux obligatoires par ordre de priorité, ainsi que les délais impartis à la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Le rapport de visite comprend obligatoirement le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature et la date de réalisation du contrôle.

Lorsque le rapport de visite prescrit des travaux obligatoires à la charge du propriétaire et que ceux-ci nécessitent une réhabilitation, et si aucun contrôle de réalisation de travaux n'a été effectué une fois le délai imparti écoulé, le SPANC peut décider de réaliser un nouveau contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, ou d'envoyer au propriétaire une lettre d'avertissement sur les risques encourus.

Le maire peut raccourcir le délai selon le degré d'importance du risque, en application de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

La notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance de vérification du bon fonctionnement et de l'entretien mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas accessibles, le SPANC pourra demander le décuvert des dispositifs afin d'exécuter un contrôle de bon fonctionnement efficace qui donnera lieu à une contre-visite du SPANC après décuvert. La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

**Périodicité de la visite de contrôle  
ou d'envoi de la lettre d'avertissement**

Avis	Délai
Installation conforme qui ne présente pas de défaut ou qui présente des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Visite tous les 10 ans
Installation non-conforme  mais ne présentant ni de danger pour la santé des personnes, ni de risque environnemental avéré.	Visite tous les 10 ans Visite ou lettre* 1 an après la vente éventuelle, puis tous les ans**
Installation non-conforme présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré  <u>Danger ou risque de pollution possible ou avéré dans la propriété</u>	Visite ou lettre* au bout de 6 ans après la visite de diagnostic à défaut de travaux puis lettre de relance annuelle Visite ou lettre* 1 an après la vente éventuelle, puis tous les ans**
Installation non-conforme présentant un danger pour la santé des personnes ou un risque environnemental avéré  <u>Danger ou risque de pollution possible ou avéré hors de la propriété</u>	Visite ou lettre* au bout de 4 ans après la visite de diagnostic à défaut de travaux puis lettre de relance annuelle Visite ou lettre* 1 an après la vente éventuelle, puis tous les ans**
Absence d'installation ou obstacle à la mission de contrôle	Visite ou lettre* au bout d'1 an après la visite de diagnostic puis lettre de relance annuelle**

\* : lettre avertissant le propriétaire sur les risques encourus.

\*\* : si travaux de mise en conformité non réalisés

**Qu'elles soient conformes ou non-conformes,  
TOUTES les installations doivent être visitées tous les 10 ans.**

## Article 21 : Contrôle lors de cession immobilière.

### Responsabilité et obligations du vendeur

Lors de toute cession immobilière, le vendeur de l'immeuble ou son représentant s'engage à contacter le SPANC. Suite à la demande présentée au SPANC ; et dans un délai de trois jours ouvrés à compter de sa réception, le SPANC adresse au demandeur l'une des deux réponses suivantes.

**Cas 1 :** Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée (moins de 3 ans à compter de la date de la visite), il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur.

Toutefois, le SPANC peut procéder à son initiative à un nouveau contrôle, même si le dernier rapport de visite est encore en cours de validité, dès lors que le SPANC a connaissance de suspicions de dysfonctionnements de l'installation (constats, plaintes écrites) de risques de pollution pour l'environnement et de risques pour la santé. Lorsque le contrôle décidé par le SPANC dans ces conditions révèle une absence de dysfonctionnement et de risque, il ne sera pas facturé.

**Cas 2 :** Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité, il transmet une information sur les conditions de réalisation du contrôle de l'installation, indiquant notamment le montant de la redevance correspondante, ainsi qu'un formulaire à retourner au SPANC. Ce formulaire indique notamment :

- Le nom (ou raison sociale) du propriétaire vendeur ;
- L'adresse de l'immeuble d'habitation mis en vente ;
- Les références cadastrales ;
- Le nom (ou raison sociale) de la personne (ou de l'organisme) qui demande le rapport de visite nécessaire à la vente pour le compte du vendeur et qui s'engage à payer le montant réclamé à ce titre par le SPANC ;
- L'adresse de cette personne (ou organisme) qui demande le rapport de visite nécessaire à la vente, à laquelle ledit rapport sera donc transmis par le SPANC.

**Cas 3 :** Le SPANC peut, à la demande du propriétaire ou de son mandataire, réaliser un contrôle de l'installation, et aux frais du propriétaire.

Dans les cas où une visite est nécessaire, dès réception du formulaire mentionné ci-dessus entièrement complété, le SPANC propose dans les trois jours ouvrés suivants, au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours.

Les opérations de contrôle réalisées par le SPANC lors de cette visite sont celles qui sont prévues dans le cadre du contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif, définies par l'article 20 du présent règlement.

La notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance du contrôle lors de cession immobilière

mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28.

Le SPANC peut réaliser un contrôle d'installation d'assainissement non collectif, préalablement à la vente d'un immeuble, pour le compte de propriétaires ou mandataires résidant à l'étranger si ces derniers présentent la demande au SPANC par un notaire ou une agence immobilière établie en France.

### Responsabilité et obligations de l'acquéreur

Lorsque le rapport de visite qui fait partie du dossier de diagnostics techniques remis à l'acquéreur au moment de la vente d'un immeuble précise des travaux obligatoires à la charge de l'acquéreur, le SPANC réalise une visite de contrôle de réalisation des travaux, après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 18, lorsque les travaux obligatoires ont été achevés (maximum 1 an après l'acte de vente). Cette réalisation ne peut donc avoir lieu qu'après un avis conforme du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur.

Si les travaux obligatoires n'ont pas été achevés et qu'il n'y a pas eu de contrôle de réalisation des travaux passé le délai d'un an après l'acte de vente, le SPANC réalise une visite de contrôle de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, selon les modalités prévues à l'article 20. La fréquence des contrôles sera de 1 an, comme indiquée sur le tableau de la périodicité des contrôles, jusqu'à ce que l'installation soit mise aux normes en vigueur.

La visite de contrôle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique mentionnant obligatoirement la date de la visite, notifié par le SPANC à l'acquéreur dont la notification rend exigible le montant de la redevance du contrôle mentionnée à l'article 26. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 28.

## Article 22 : Réhabilitation des installations.

Le propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif peut décider, à son initiative ou être tenu, notamment à la suite d'une visite de bon fonctionnement du SPANC prévu à l'article 20, de réhabiliter cette installation, en particulier si cette réhabilitation est nécessaire pour supprimer toute atteinte à l'environnement (pollution des eaux ou du milieu aquatique), à la salubrité ou tout inconvénient de voisinage.

Le propriétaire des ouvrages choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge d'exécuter les travaux de réhabilitation. Il est alors soumis au contrôle de conception (cf article 17).

## Article 23 : Modification de l'installation.

Le propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour un locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation du système et notamment à n'entreprendre aucune opération de construction, d'usage (notamment circulation de véhicules) ou d'exploitation, qui soit susceptible d'endommager ce système.

Il lui interdit de bâtir ou de planter sur les zones d'emprise du système d'assainissement non collectif.

Toute modification du système ou de son environnement devra faire l'objet, au préalable, d'une demande auprès du SPANC.

## **Article 24 : Responsabilité de l'usager.**

L'usager est responsable de tout dommage causé par négligence, maladresse, malveillance de sa part ou de celle d'un tiers. Notamment il devra signaler à la collectivité, au plus tôt, toute anomalie de fonctionnement non collectif.

La responsabilité civile de l'usager devra être couverte en cas de dommages dus aux odeurs, débordements, pollution.

## **Article 25 : Répartition des obligations propriétaire-locataire.**

Le propriétaire a l'obligation de remettre à son locataire le règlement du service d'assainissement non collectif afin que celui-ci connaisse l'étendue des obligations.

# **CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

## **Article 26 : Redevances d'assainissement non collectif.**

Les prestations de contrôle assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'usager d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Ces redevances sont destinées à financer les charges du service. La tarification et les modalités financières de ces contrôles sont fixées en assemblée délibérante.

Les redevances sont de plusieurs natures :

- . une redevance couvrant les contrôles diagnostic et de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages,
- . une redevance couvrant les contrôles de conception de filière,
- . une redevance couvrant les contrôles d'exécution des travaux,
- . une redevance couvrant les contrôles lors de cession immobilière.
- . une redevance couvrant les contre-visite.

Les redevances sont établies auprès de l'abonné autant de fois que de nature de prestations de contrôles exécutées.

Outre les redevances mentionnées ci-dessus, le SPANC peut aussi percevoir :

- le remboursement des frais de prélèvement et d'analyse sur rejet vers le milieu hydraulique superficiel, lorsque ces frais sont à la charge du propriétaire ou maître d'ouvrage de l'installation d'assainissement non collectif, c'est-à-dire lorsque l'analyse révèle un rejet non conforme à la réglementation ;

## **Article 27 : Montant des redevances.**

Le montant des redevances varie selon la nature des opérations. Elles sont définies chaque année par délibération du conseil municipal.

## **Article 28 : Recouvrement de la redevance.**

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le Trésor Public.

Sont précisé sur la facture :

- le montant de la redevance détaillée par prestation,
  - la date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement,
  - l'identification du service, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouverture.
- Les demandes d'avances sont interdites.

La redevance sera appelée auprès de l'abonné suite à la réalisation de la prestation.

En cas de décès d'un redevable du montant d'une ou plusieurs redevances mentionnées à l'article 26, ses héritiers ou ayants-droits lui sont substitués pour le paiement dans les mêmes conditions.

## **Article 29 : Majoration de la redevance pour retard de paiement.**

Le défaut de paiement de la redevance dans les 3 mois qui suivent la présentation de la facture fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la redevance n'est pas payée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25 % en application de l'article R2333-130 du Code Général des collectivités territoriales.

## CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS D'APPLICATION

### Article 30 : Pénalités financières.

Pour absence ou mauvais état de fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et/ou mauvais entretien.

L'absence d'installation d'assainissement non collectif non réglementaire sur un immeuble ou son mauvais état de fonctionnement, constitue une infraction aux dispositions de l'article L.1331-8 du code de la santé publique.

Le propriétaire de l'immeuble est susceptible d'être passible d'une pénalité financière, dont le montant est équivalent à la redevance de contrôle.

Pour refus d'accès de ses installations aux agents du SPANC afin qu'ils réalisent le contrôle.

Comme le prescrit l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique, une pénalité financière est appliquée dans le cas où le propriétaire refuse l'accès de ses installations aux agents du SPANC afin qu'ils réalisent le contrôle.

On appelle obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier :

- refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif ;
- absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2<sup>e</sup> rendez-vous sans justification
- report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 4<sup>e</sup> report, ou du 3<sup>e</sup> report si une visite a donné lieu à une absence.

Tant qu'il ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L1331-1 à L1331-7 du code de la Santé Publique, il est astreint au paiement d'une pénalité de refus de visite équivalente à la redevance qu'il aurait payée au SPANC si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation non collectif réglementaire, et qui est majorée dans la limite de 50%.

### Article 31 : Mesures de police administrative.

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire, peut en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales, ou de l'article L2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L2215-1 du même code.

### Article 32 : Constats d'infractions pénales.

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme.

A la suite d'un constat d'infraction aux prescriptions prises en application de ces deux derniers codes, les travaux peuvent être interrompus par voie judiciaire (par le juge d'instruction ou le tribunal compétent) ou administrative (par le maire ou le préfet).

### Article 33 : Sanctions pénales (Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme ou en cas de pollution de l'eau).

L'absence d'une réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales et applications prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau.

### Article 34 : Sanctions pénales par arrêté municipal ou préfectoral.

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

### Article 35 : Voies de recours des usagers.

Les litiges individuels entre les usagers du SPANC et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc) relève de la compétence exclusive du juge administratif.



Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

### **Article 36 : Publicité du règlement.**

Le présent règlement approuvé, sera affiché à la mairie de **Biollet** pendant 2 mois.

Il sera distribué lors de l'envoi des factures par le SPANC. Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public au SPANC de la commune de **Biollet**.

### **Article 37 : Modification du règlement.**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption. Ces modifications, qui ne donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

### **Article 38 : Date d'entrée en vigueur du règlement.**

Le présent règlement rentre en vigueur à compter de son adoption par la commune de **Biollet**.

### **Article 39 : Clauses d'exécution.**

Le Maire de la commune de **Biollet**, son élu délégué, les agents du SPANC et le receveur de la commune de **Biollet**, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal de la commune  
de **Biollet** dans sa séance du 15 février 2016.

---

#### ***IV. DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL***

---

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE BIOLLET

**N°4-2017**

Nombre de membres :

En exercice : 11

Présents : 11

Votants : 11



**Date de la convocation : 23 janvier 2017.**

**Objet : Engagements de la commune pour les dossiers de réhabilitation des installations d'assainissements non-collectifs.**

L'an deux mil dix-sept, le 31 janvier, le Conseil Municipal dûment convoqué en séance ordinaire s'est réuni sous la présidence de André VERGE, Maire.

Présents : SABY David, CARLIER Alain, POUGHON Samuel, BARSSE Lucien, MARTIN Geneviève, GUILLOT Roméo, SAURET Raymond, TOUVERON Jean-Paul, MARTINS Joëlle, DARVENNE Annie.

Mr SABY a été élu secrétaire.

Monsieur le Maire expose que suite aux réunions d'information organisées par le SPANC pour sensibiliser les habitants au domaine de l'assainissement non collectif, 13 propriétaires totalisant 14 installations individuelles ont décidé d'engager des travaux de réhabilitation.

La commune a envoyé les dossiers de demande de subvention à l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et au Conseil Départemental du Puy-de-Dôme.

L'instruction de ces dossiers par le Conseil Départemental est liée à un double engagement préalable de la commune :

- Ne pas réaliser de travaux d'assainissement collectif pendant 10 ans au hameau de Termes, un des propriétaires postulants habitant en effet ce hameau,
- Décider de réaliser l'actualisation du plan de zonage.

Où cet exposé, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- La commune envoie un courrier d'engagement, signé du maire, de ne pas effectuer de travaux d'assainissement collectif pendant 10 ans, au hameau de Termes,
- D'engager la procédure de réactualisation du zonage et d'enquête publique et d'effectuer les demandes de subventions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme,

Le Maire,

**André VERGE**

**Certifié exécutoire,  
Reçu en Sous-Préfecture, le :  
publié ou notifié le :**

